

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

-----

L'an deux mille vingt-deux, le vingt décembre à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 13 décembre 2022, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

**Etaient présents :** Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

**Etaient excusés et avaient donné pouvoir :**

**Gaston CALLEWAERT** a donné pouvoir à **Franck TINDILLER**  
**Philippe FOURCROY** a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**  
**Patrick HERLANGE** a donné pouvoir à **Philippe COUSIN**  
**Claudine TORABI** a donné pouvoir à **Jean-Marie MICHAULT**  
**Jean-Jacques OPRESKO** a donné pouvoir à **Pierre-Georges DACHICOURT**  
**Jocelyne CAULIER** a donné pouvoir à **Danièle BERTIN**  
**David CAUX** a donné pouvoir à **Jean-Paul de LONGUEVAL**  
**Rose-Marie DELPORTE** a donné pouvoir à **Christelle BEAURAIN**  
**Marc BRIET** a donné pouvoir à **Maryse JUMEZ**  
**Charles LANQUETIN** a donné pouvoir à **Sébastien BAILLET**  
**Dominique BIGAND** a donné pouvoir à **Dominique MASSON**  
**Madeleine DERAMECOURT** a donné pouvoir à **Bruno COUSEIN**  
**Anthony JOUVENEL** a donné pouvoir à **Daniel FASQUELLE**  
**Didier BRICOUT** a donné pouvoir à **Mary BONVOISIN**  
**Amélie JANKOWSKI** a donné pouvoir à **Margarète BARBARA**  
**Roseline KOERS** a donné pouvoir à **Véronique DECLERCQ**  
**Thierry SAMIEC** a donné pouvoir à **Claude COIN**  
**Jean-Claude GAUDUIN** a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

**Etaient excusés et représentés par un suppléant :**

**Michel HEDIN** représenté par **Bernard ELOY**  
**Maxime DUVAL** représenté par **Jean-Michel FORESTIER**  
**Hubert DEGREVE** représenté par **Romain LAMOUR**  
**Véronique GRAILLOT** représentée par **Michel LOUVET**

**Etaient absents excusés et non représentés :**

**Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Daniel DUBOIS, Emile CREPIN, Hubert MAQUAIRE, Franck LEURETTE, Jean-François ROUSSEL, Daniel THILLIEZ, Bruno DELENCLOS, Pierre LEQUIEN**

**Secrétaire de séance :** **Françoise DENIS**

Numéro de l'acte	2022-385
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

**Objet : Planification - Approbation de la modification de droit commun du PLU Wailly-Beaucamp**

**• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et suivants, R. 104-12, R153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Wailly-Beaucamp en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Wailly-Beaucamp en date du 18 juin 2010, 29 mars 2012, 20 juin 2013 et 22 septembre 2014 portant modification du Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté du Président, n°2022-09 en date du 14 mars 2022 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 28 avril 2022 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la notification du projet de modification du PLU communal aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme ainsi qu'à la commune de Wailly-Beaucamp et à la CDPENAF ;
- Vu l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu par la MRAe en date du 28 juin 2022 ;
- Vu l'avis favorable de la CDPENAF rendu en date du 12 juillet 2022 ;
- Vu l'avis réputé favorable de la commune, le retour favorable sans observation d'une personne publique associée, l'absence de remarques de deux personnes publiques associées et les avis réputés favorables des autres personnes publiques associées ;
- Vu l'arrêté n°2022-31 en date du 26 juillet 2022 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu le procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public fourni par le commissaire enquêteur en date du 21 octobre 2022 ;
- Vu le mémoire en réponse de la CA2BM en date du 26 octobre 2022 ;
- Vu l'avis favorable assorti de deux recommandations du commissaire enquêteur en date du 14 novembre 2022 ;
- Considérant que l'enquête publique s'est déroulée en mairie de Wailly-Beaucamp ;

- Considérant que l'ensemble des modalités définies dans l'arrêté du Président n°2022-31 ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;

- Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en mairie de Wailly-Beaucamp (siège de l'enquête) et sur le site internet de la CA2BM du lundi 12 septembre 2022 au vendredi 14 octobre 2022 inclus ;

- Considérant que 7 observations ont été inscrites sur le registre d'enquête et que 95 courriels ont été enregistrés et annexés au registre ;

- Considérant que l'ensemble des observations a été publié sur le site internet de la CA2BM au fur et à mesure ;

- Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu ;

- Considérant que les réponses aux observations du public figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM établi le 26 octobre 2022 ;

- Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti de deux recommandations à la modification du PLU en date du 14 novembre 2022, à savoir :

- Recommandation 1 : La correction de l'orthographe du nom de la carrière concernée par la modification au sein de la notice explicative ;
- Recommandation 2 : L'examen du zonage de la commune dans le cadre de l'écriture du PLUi-H actuellement en cours d'élaboration sur le territoire ;

- Considérant qu'au terme de l'enquête et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;

- Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification non substantielle de la notice explicative précédemment citée (recommandation 1) ;

**Après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire décide :**

- Approuver le projet de modification du PLU de Wailly-Beaucamp modifié pour prendre compte de la première recommandation du commissaire enquêteur, tel qu'annexé à la présente délibération.

Conformément aux articles R 153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie de Wailly-Beaucamp ainsi qu'au siège de la CA2BM durant un mois et sur le site internet de la CA2BM ;
- d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- d'une publication au recueil des actes administratifs.

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme intercommunal sera tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly-Beaucamp ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture. Il sera également mis à disposition sur le site internet de la CA2BM une fois approuvé. Les conclusions ainsi que l'avis du commissaire enquêteur ont d'ores et déjà été mis en ligne sur le site internet de la CA2BM.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la dernière publication.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 LILLE) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision

implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

### **Adopté à l'Unanimité**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

**Le Président,**

**Bruno COUSEIN**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20221220-2022-385-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2022

Affichage : 21/10/2022